

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1914.

Projet de loi portant revision de la loi du 1^{er} février 1844-15 août 1897,
sur la police de la voirie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations de la Législature, concerne les alignements et les autorisations de bâtir.

L'idée de proposer sur cette matière quelques modifications à la Législation actuelle est née de la préoccupation croissante que donne au Gouvernement l'état des plantations le long des grandes routes.

A notre époque et dans notre pays, où le tourisme a pris sous toutes les formes une extension si considérable et où tant de personnes vont chercher dans la campagne une nécessaire diversion à la vie anémiant des villes, il est sans doute superflu d'insister sur l'intérêt que présentent les plantations des voies publiques.

Il n'y a de routes agréables que celles qui sont suffisamment ombragées.

Or, depuis quelques années, les plantations de nos routes sont soumises à une véritable dévastation. Même dans les plus belles et les plus anciennes s'ouvrent des vides étendus et nombreux. On dirait que nous poursuivons systématiquement la suppression des arbres le long de toutes les voies publiques et certes un tel résultat est à craindre si nous n'avons pas énergiquement à arrêter les progrès du mal.

La cause de cette déplorable situation réside dans le vice de la législation existante qui ne donne pas à l'État et à la province des pouvoirs suffisants pour prendre les mesures nécessaires à la conservation des arbres le long des grandes routes. Sous le régime actuel, les administrations commu-

nales seules peuvent prescrire de pareilles mesures. Mais ces administrations, à de rares exceptions près, négligent d'y avoir recours. Les autorisations de bâtir sont données dans des conditions qui rendent inévitable ou l'abatage immédiat ou le dépérissement rapide des arbres croissant devant les constructions nouvelles.

Les articles 14, 15 et 16 du texte de loi révisé sont destinés à donner à l'État et à la province pour la conservation des routes dont ces administrations ont l'intendance, des pouvoirs analogues à ceux que les communes trouvent dans la loi communale, dans le décret du 14 décembre 1789 et dans la loi des 16-24 août 1790. Ces dispositions permettront au Gouvernement d'abroger l'arrêté du 29 février 1836. A la vérité, l'article 14 proposé n'introduit pas dans la législation un principe nouveau. Déjà, en vertu de l'arrêté du 29 février 1836, les riverains sont obligés, en bâtissant le long de la grande voirie, de se conformer aux alignements régulièrement décrétés. Mais dans les cas où un collège échevinal délivre l'autorisation de bâtir en dehors de l'alignement approuvé par l'autorité supérieure, celle-ci se trouve insuffisamment armée pour provoquer la réparation de l'illégalité qui a été commise. La contravention qui, sous le régime de l'arrêté de 1836, doit servir de base à la poursuite en réparation, n'existe pas dans le cas envisagé, puisque le particulier est en règle dès qu'il a suivi l'alignement qui lui est donné par le collège échevinal. L'institution de la servitude *non ædificandi* qui fait l'objet du nouvel article 14 fera disparaître ces inconvénients. Elle n'étend en aucune façon les droits de l'administration en matière d'alignement, mais elle garantit efficacement le respect de ces droits.

L'examen auquel a été soumis, en vue des réformes qui viennent d'être exposées, le texte de la loi du 1^{er} février 1844-15 août 1897 a attiré l'attention du Gouvernement sur certains points secondaires où cette loi pourrait être utilement modifiée ou complétée. C'est l'objet des modifications proposées pour les articles 5, 6 et 10.

La nouvelle rédaction proposée pour les articles 5 et 6 est destinée à fixer plus nettement les principes en ce qui concerne la réalisation des alignements. Il existe en doctrine une controverse sur le point de savoir si l'arrêté royal approuvant le plan général d'alignement, pris après l'accomplissement des formalités préliminaires de la loi du 27 mai 1870, a la même valeur qu'un arrêté royal d'expropriation, et si, par conséquent, cet arrêté permet à l'administration, au lieu de procéder à la réalisation du plan au fur et à mesure des constructions, reconstructions ou transformations, d'exproprier immédiatement. Les auteurs, il est vrai, tranchent généralement cette controverse dans le sens affirmatif, lorsqu'il s'agit des routes de l'État. Mais le Gouvernement est d'avis qu'il faut décider clairement par le texte de la loi ce que les juristes établissent par des déductions toujours incertaines et sujettes à la discussion. Du reste, les auteurs sont loin d'être d'accord en ce qui regarde les routes de la province et des communes. Quelques-uns tranchent négativement, en ce qui concerne les routes provinciales et communales, la controverse dont il est question et à laquelle l'article 6 nouveau mettra fin.

Quant à l'article 5 nouveau, il n'est que la réunion en un seul article des anciens articles 5 et 6.

En vertu de l'article 10 de la loi du 1^{er} février 1844, les tribunaux possèdent un pouvoir discrétionnaire, en dehors du cas d'empiétement sur la voie publique, pour ordonner ou non l'enlèvement des ouvrages illégalement exécutés. Cette disposition n'est point conciliable avec le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, et rien ne la justifie au point de vue pratique. C'est à l'administration qu'il doit appartenir de décider, en s'inspirant de l'intérêt de la voirie dont elle est chargée, si les contrevenants devront rétablir les lieux en leur état primitif. L'article 2 du projet de loi a pour objet de consacrer ce principe incontestable.

La rédaction proposée pour l'article 17 règle la constatation et la réparation des infractions, ainsi que les pénalités.

*Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux
publics,*

J. HELLEPUTTE.

Projet de loi portant revision de la loi
des 1^{er} février 1844-15 août 1897,
sur la police de la voirie.

Wetsontwerp houdende herziening der
wet van 1 Februari 1844-15 Au-
gustus 1887 op de straatpolitie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Agriculture et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Agriculture et des
Travaux publics présentera, en Notre
nom, aux Chambres législatives le
projet de loi dont la teneur suit :

Article premier.

Les articles 5 et 6 de la loi du
1^{er} février 1844 sur la police de la
voirie sont remplacés par les textes
suivants :

« Art. 5 (nouveau). — L'admini-
stration communale est tenue de se
prononcer dans le délai de trois mois
à dater de la réception de la demande.

» Si, pour exécuter les plans d'ali-
gnement, il y a lieu d'incorporer à la
voie publique une partie du terrain
particulier et si l'indemnité n'est point
régulée de commun accord, l'action en
expropriation sera intentée par l'admini-
stration communale dans le délai d'un
mois à dater de la décision. Le proprié-
taire pourra faire cesser l'action en
déclarant qu'il renonce à sa demande
et en se soumettant à payer les frais.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Landbouw en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landbouw en
Openbare Werken zal, in Onzen naam,
aan de Wetgevende Kamers het wets-
ontwerpvoorleggen, waarvan de inhoud
volgt :

Eerste artikel.

De artikelen 5 en 6 der wet van
1 Februari 1844 op de straatpolitie
worden vervangen door de volgende
teksten :

Art. 5 (nieuw). — Het gemeente-
bestuur is gehouden uitspraak te doen
binnen den termijn van drie maanden
na het ontvangen der aanvraag.

» Indien, voor het uitvoeren der
rooiingsplannen, een gedeelte van den
bijzonderen grond in den openbaren
weg dient ingelijfd en indien de ver-
goeding niet geregeld is bij gemeen-
overleg, zal door het gemeentebestuur
rechtsvervolging tot onteigening inge-
spannen worden binnen eene maand
na de beslissing. De eigenaar zal de
vervolging kunnen doen ophouden
door te verklaren dat hij afziet van zijne
aanvraag en door toe te stemmen in het
betalen der onkosten.

» Le jugement qui interviendra sur cette action fixera le délai dans lequel l'indemnité devra être acquittée ou consignée. »

« ART. 6 (nouveau). — L'arrêté royal approuvant le plan général d'alignement autorise l'administration à exproprier en tous temps les parcelles nécessaires à la réalisation des alignements, si les formalités préliminaires de la loi du 27 mai 1870 ont été accomplies. Cependant l'arrêté peut décider expressément que le plan approuvé ne pourra être réalisé qu'au fur et à mesure de l'introduction des demandes de construction ou de reconstruction,

» Le règlement de l'indemnité et l'envoi en possession des emprises auront lieu comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Article 2.

L'article 10 de la loi du 1^{er} février 1844, sur la police de la voirie est remplacé par le texte suivant :

« ART. 10 (nouveau). — Outre la pénalité, le tribunal prononcera, si l'administration le demande, la réparation de la contravention, en condamnant les contrevenants à rétablir les lieux dans leur état primitif par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages illégalement exécutés.

» Toutefois, le condamné aura l'option d'exécuter les conditions légalement imposées par les arrêtés d'autorisation. »

» Het vonnis, dat zal gewezen worden over die rechtsvordering, zal den termijn vaststellen binnen denwelken de vergoeding zal moeten betaald of in bewaring gegeven worden. »

« ART. 6 (nieuw). -- Het koninklijk besluit tot goedkeuring van het algemeen rooiingsplan machtigt het bestuur om te allen tijde de noodige perceelen te onteigenen voor het tot stand brengen der rooilijnen, indien de voorafgaande formaliteiten der wet van 27 Mei 1870 vervuld zijn. Nochtans mag het besluit uitdrukkelijk bepalen dat het goedgekeurde plan slechts zal mogen verwezenlijkt worden naarmate van het indienen der aanvragen om te bouwen of te herbouwen.

» Het regelen der vergoeding en het in bezit stellen der ingenomen gronden zal geschieden zooals in zake van onteigening tot algemeen nut. »

Artikel 2.

Artikel 10 der wet van 1 Februari 1844 op de straatpolitie wordt vervangen door den volgende tekst :

« ART. 10 (nieuw). — Behalve de strafbepaling zal de rechtbank, op vordering van het bestuur, de herstellingen van de overtreding uitspreken door de overtreders te veroordeelen tot het herstellen der plaatsen in hun oorspronkelijken toestand door middel van afbreking, vernietiging of opruiming der onwettelijke uitgevoerde werken.

» De veroordeelde zal echter de keus hebben de door de machtigingsbesluiten wettelijk opgelegde voorwaarden te vervullen. »

Article 3.

L'article 14 de la susdite loi est remplacé par les textes suivants :

« ART. 14 (nouveau). — Lorsqu'une partie d'une propriété riveraine d'une route de grande voirie devra être incorporée dans cette voie publique pour l'exécution d'un plan général d'alignement, arrêté conformément à l'article 76, 7°, de la loi communale, cette partie de la propriété sera grevée, au profit de l'État ou de la province, suivant le cas, d'une servitude de non bâtir, sauf en ce qui concerne les travaux de conservation et d'entretien des bâtiments. »

« ART. 15 (nouveau). — Le Roi ou le conseil provincial, suivant le cas, pourront, dans l'intérêt de la conservation, de la viabilité et de la beauté des routes de l'État ou de la province, arrêter des règlements généraux ou particuliers concernant les plantations et les constructions soit au-dessus, soit au-dessous du sol. Ces règlements ne pourront entraver la libre jouissance des propriétés que sur une largeur de 8 mètres au maximum, mesurée à partir de l'alignement décrété. Cependant, lorsqu'il existe un plan général d'alignement prévoyant l'élargissement de la route, les dispositions de ces règlements pourront s'étendre à toute la bande de terrain frappée de la servitude de non bâtir en vertu de l'article 14.

» Les prescriptions des règlements communaux sur les bâtisses ou sur les plantations ne seront applicables que pour autant qu'elles ne soient pas contraires au règlements décrétés par le Roi ou par le conseil provincial. »

Artikel 3.

Artikel 14 van voornoemde wet wordt vervangen door de volgende teksten :

« ART. 14 (nieuw). — Wanneer een gedeelte van een aan eene hoofdbaan palend eigendom in dien openbaren weg moet ingelijfd worden voor de uitvoering van een algemeen rooiingsplan, vastgesteld overeenkomstig artikel 76, 7°, der gemeentewet, zal dat gedeelte van den eigendom ten bate van den Staat of provincie, al naar het geval, bezwaard worden met eene dienstbaarheid van niet bouwen, behalve voor hetgeen betreft de werken tot uitstandhouding en onderhoud der gebouwen. »

« ART. 15 (nieuw). — De Koning of de provincieraad, al naar het geval, zullen, in het belang van de instandhouding, de bruikbaarheid en de schoonheid der Staats- of provinciebanen, algemeene of bijzondere verordeningen mogen vaststellen betreffende de beplantingen en de werken, het zij boven, het zij onder den grond. Die verordeningen zullen het vrije genot der eigendommen slechts mogen verhinderen op eene breedte van ten hoogste 8 meter, gemeten van af de vastgestelde rooilijn. Nochtans, wanneer een algemeen rooiingsplan bestaat dat de verbreeding der baan voorziet, zullen de bepalingen dier verordeningen zich mogen uitstrekken tot geheel de strook gronds, belast met de dienstbaarheid van niet bouwen krachtens artikel 14.

» De voorschriften der gemeenteverordeningen op de gebouwen of op de beplantingen zullen slechts van toepassing zijn voor zoo verre ze niet in strijd zijn met de door den Koning of door den provincieraad vastgestelde verordeningen. »

« ART. 16 (nouveau). — Aucune construction ou reconstruction, ni aucun changement aux bâtimens existants, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien, ne pourront être exécutés sans autorisation préalable du collège des bourgmestre et échevins, à moins de 8 mètres de distance de l'alignement régulièrement décrété pour une route de grande voirie, ou à moins de 20 mètres de distance de la limite de la route, en l'absence d'un plan général d'alignement. Le collège des bourgmestre et échevins donnera l'alignement et il posera les conditions à observer, en se conformant aux réglemens décrétés par l'autorité supérieure après avoir consulté l'Administration des Ponts et Chaussées ou la députation permanente du conseil provincial, suivant qu'il s'agira d'une route de l'État ou de la province, sans préjudice de l'approbation de la députation permanente, prévue par l'article 90, 7°, de la loi communale.

» En l'absence de réglemens décrétés par l'autorité supérieure en exécution de l'article 15 de la présente loi, l'administration communale se conformera aux conditions indiquées par l'Administration des Ponts et Chaussées ou par la députation permanente.

» Le collège sera tenu de se prononcer dans le délai de trois mois à partir de la demande d'autorisation. Au cas où ce délai viendrait à expirer sans que le collège se soit prononcé, le riverain pourra passer outre à la construction ou reconstruction, faisant l'objet de sa demande, mais il aura l'obligation de se conformer, dans ce cas, aux prescriptions de la loi communale, à celles de l'article 14 de la présente loi, aux indications des plans généraux d'alignement et aux réglemens en vigueur. »

« ART. 16 (nieuw). — Geen bouwen, noch herbouwen, noch eenige wijziging aan de bestaande gebouwen, met uitzondering der werken tot onderhoud en instandhouding, mag uitgevoerd worden zonder voorafgaande toelating van wege het college van burgemeester en schepenen, op minder dan 8 meter afstand van de regelmatig vastgestelde rooilijn voor eenen hoofdweg of op minder dan 20 meters afstand van de grens der baan, wanneer geen algemeen rooiingsplan voorhanden is. Het college van burgemeester en schepenen zal de rooilijn aangeven en het zal de te onderhouden voorwaarden opleggen, zich daarbij voegende naar de verordeningen, vastgesteld door de hogere overheid, na raadpleging van het Beheer van Bruggen en Wegen of van de bestendige deputatie van den provincieraad, naar gelang het eene Staatsbaan of eene provinciale geldt, onverminderd de goedkeuring door de bestendige deputatie, voorzien bij artikel 90, 7°, der gemeentewet.

» Bij gebrek aan verordeningen vastgesteld door de hogere overheid in uitvoering van artikel 15 der onderhavige wet, zal het gemeentebestuur zich voegen aan de voorwaarden, bepaald door het Beheer van Bruggen en Wegen of door de bestendige deputatie.

» Het college zal gehouden zijn uitspraak te doen binnen drie maanden na de aanvraag om toelating. In geval die termijn zou verschijnen zonder dat het college uitspraak gedaan heeft, zal de aangelande mogen overgaan tot het bouwen of herbouwen waarvan spraak in zijne aanvraag, maar hij zal verplicht zijn zich, in dat geval, te voegen naar de voorschriften der gemeentewet, naar die van artikel 14 der onderhavige wet, naar de aanwijzingen der algemeene rooiingsplannen en naar de van kracht zijnde verordeningen. »

ART. 17 (nouveau). — Les dispositions des articles 6, 9, 10, 11, 12 et 13 de la présente loi sont communes à la grande voirie et à la voirie urbaine. En ce qui concerne les contraventions, elles sont applicables à ceux qui n'observeraient pas les dispositions des règlements décrétés ensuite de la présente loi ou qui ne se conformeraient pas aux arrêtés d'autorisation de bâtir, délivrés en exécution de cette loi.

» Les contraventions relatives à la grande voirie seront constatées, dans la forme ordinaire, par les agents de la police locale et par les fonctionnaires et agents assermentés chargés de l'administration et de la police des routes de grande voirie. »

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 1914.

« ART. 17 (nieuw). — De bepalingen van de artikelen 6, 9, 10, 11, 12 en 13 der onderhavige wet zijn gemeenschappelijk voor de hoofdwegen en voor de stadswegen. Wat de overtredingen betreft, zijn ze toepasselijk op degenen die de bepalingen van de krachtens deze wet vastgestelde verordeningen niet zouden in acht nemen of die zich niet zouden voegen naar de machtigingsbesluiten tot bouwen, afgeleverd in uitvoering van deze wet.

» De overtredingen betreffende de hoofdwegen worden, in den gewonen vorm, vastgesteld door de agenten der plaatselijke politie en door de beëdigde ambtenaren en agenten belast met het bestuur en met de politie der hoofdwegen. »

Gegeven te Brussel, den 16^e Januari 1914.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,

J. HELLEPUTTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1944.

Wetsontwerp houdende herziening van de wet van 1 Februari 1844-
15 Augustus 1897 op de straatpolitie.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, hetgeen de Regeering de eer heeft aan de beraadslagingen der wetgevende macht te onderwerpen, betreft de rooilijnen en de toelatings tot bouwen.

De gedachte om op dat stuk eenige wijzigingen aan de bestaande wetgeving voor te stellen, is ingegeven door de steeds toenemende bezorgdheid der Regeering omtrent den toestand der beplantingen langs de hoofdwegen.

Op onze dagen en in ons land, waar het toerisme onder alle vormen eene zoo aanzienlijke uitbreiding genomen heeft en waar zooveel lieden een noodzakelijke afleiding op den buiten gaan zoeken van het aftobben de stadsleven, zal het wel overbodig zijn uit te weiden over het belang dat de beplantingen der openbare wegen opleveren.

Alleen een lommerige baan is een aangename weg.

Welnu, sinds eenige jaren ondergaan de beplantingen onzer banen een wezenlijke verwoesting. Zelfs in de oudste en schoonste gapen weide en talrijke leemten. Het is als zouden wij stelselmatig de afschaffing der boomen langs alle openbare wegen willen bewerken, en ongetwijfeld valt dergelijke uitkomst te vreezen, indien wij niet uitzien naar krachtvolle middelen om de toeneming van het kwaad tegen te houden.

De oorzaak van dien betreurenswaardigen toestand ligt in een tekortkoming der bestaande wetgeving, dewelke aan Staat en provincie geen genoegzame macht verleent om de noodige maatregelen te nemen voor de

H

bescherming der boomen langs de groote wegen. Onder het bestaande stelsel, kunnen alleen de gemeentebesturen dergelijke maatregelen voorschrijven. Doch, op enkele uitzonderingen na, maken die besturen daar geen gebruik van. De toelatingen tot bouwen worden verleend onder zulke voorwaarden, dat de boomen groeiende voor de nieuwe gebouwen veroordeeld zijn of wel om onmiddellijk geveld te worden of om spoedig te verwijnen.

De artikelen 14, 15 en 16 van den gewijzigden wettekst zijn bestemd om aan de Staat en provincie, voor de instandhouding der onder hun beheer zijnde wegen, dezelfde macht te geven als die welke de gemeenten vinden in de gemeentewet, in het decreet van 14 December 1789 en in de wet van 16-24 Augustus 1790. Ingevolge die bepalingen zal de Regeering het besluit van 29 Februari 1876 kunnen intrekken. In werkelijkheid, voert het voorgesteld artikel 14 geen nieuw beginsel in de wetgeving in. Reeds krachtens het besluit van 29 Februari 1836 zijn de aangelanden verplicht, bij het bouwen langs de hoofdwegen, zich te voegen naar de regelmatig vastgestelde rooilijnen. Maar in de gevallen wanneer een schepencollege toelating verleent om te bouwen buiten de door de hoogere overheid goedgekeurde rooilijn, beschikt deze laatste over geen voldoende middelen om de herstelling der begane onwettelijkheid te bevorderen. De overtreding welke, onder het stelsel van het besluit van 1836, moet dienen tot grondslag voor de vervolging tot herstelling, bestaat niet in het betrokken geval, aangezien de particulier in regel is, dewijl hij de hem door het schepencollege aangegeven rooilijn gevolgd heeft. Het instellen der dienstbaarheid *non ædificandi*, waartoe het nieuw artikel 14 strekt, zal die bezwaren doen verdwijnen. Daardoor worden de rechten van het bestuur in zake van rooilijnen geenszins uitgebreid, doch het eerbiedigen dier rechten wordt doelmatig gewaarborgd.

Het onderzoek, waaraan de tekst der wet van 1 Februari 1844-15 Augustus 1897, met het oog op de even uiteengezette hervormingen, is onderworpen geworden, heeft de aandacht der Regeering gevestigd op zekere punten van bijkomend belang waarin die wet met goed gevolg zou kunnen gewijzigd en aangevuld worden. Daarvoor gelden de wijzigingen voorgesteld bij de artikelen 5, 6 en 10.

De nieuwe tekst voorgesteld voor de artikelen 5 en 6 is bestemd om duidelijker de grondbeginselen vast te stellen, voor hetgeen betreft het tot stand brengen der rooilijnen. In de rechtsleer bestaat een betwisting om te weten of het koninklijk besluit, tot goedkeuring van een algemeen rooiingsplan genomen, na het vervullen van de voorafgaande formaliteiten der wet van 27 Mei 1870, dezelfde waarde heeft als een koninklijk besluit van onteigening en of, bijgevolg, dat besluit van het bestuur de macht verleent om, in plaats van het plan te verwezenlijken naarmate van het bouwen, herbouwen of veranderen, onmiddellijk te onteigenen. De rechtsgeleerde schrijvers lossen, wel is waar, de zaak doorgaans op in bevestigende zin wanneer het Staatsbanen geldt. Doch de Regeering is van meening dat door

den wettekst op duidelijke wijze moet beslist worden hetgeen de rechtsgeleerden bewijzen door steeds onzekere en betwistbare afleidingen. Overigens zijn de schrijvers het op verre na niet eens voor hetgeen de provincie- en gemeentewegen betreft. Eenige geven, voor de provincie- en gemeentewegen eene ontkennende oplossing aan de betwisting waarvan sprake en waaraan het nieuw artikel 6 een einde zal maken.

Wat het nieuw artikel 5 betreft, het is enkel de vereeniging in een artikel van de vroegere artikels 5 en 6.

Krachtens artikel 10 der wet van 1 Februari 1844 bezitten de rechtbanken een eigendunkelijk gezag, buiten het geval van toeëigening van den openbaren weg, om al dan niet het wegruimen der onwettelijk uitgevoerde werken te bevelen. Die bepaling is niet overeen te brengen met het grondwettelijk beginsel van de afscheiding der besturende en rechterlijke macht, en ze wordt in practisch opzicht door niets gewettigd. Het bestuur moet de macht hebben te beslissen, met het oog op het belang der wegen waarmede het belast is, of de overtreders de plaatsen in hun oorspronkelijken toestand zullen moeten herstellen. Artikel 2 van het wetsontwerp heeft ten doel dat onbetwistbaar beginsel te huldigen.

De tekst voorgesteld door artikel 17 regelt het vaststellen en de herstelling der overtredingen, alsmede de strafbepalingen.

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,

J. HELLEPUTTE.

Projet de loi portant revision de la loi
des 1^{er} février 1844-15 août 1897,
sur la police de la voirie.

Wetsontwerp houdende herziening der
wet van 1 Februari 1844-15 Au-
gustus 1887 op de straatpolitie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Agriculture et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Agriculture et des
Travaux publics présentera, en Notre
nom, aux Chambres législatives le
projet de loi dont la teneur suit :

Article premier.

Les articles 5 et 6 de la loi du
1^{er} février 1844 sur la police de la
voirie sont remplacés par les textes
suivants :

« ART. 5 (nouveau). — L'admi-
nistration communale est tenue de se
prononcer dans le délai de trois mois
à dater de la réception de la demande.

» Si, pour exécuter les plans d'ali-
gnement, il y a lieu d'incorporer à la
voie publique une partie du terrain
particulier et si l'indemnité n'est point
réglée de commun accord, l'action en
expropriation sera intentée par l'admi-
nistration communale dans le délai d'un
mois à dater de la décision. Le proprié-
taire pourra faire cesser l'action en
déclarant qu'il renonce à sa demande
et en se soumettant à payer les frais.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Landbouw en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landbouw en
Openbare Werken zal, in Onzen naam,
aan de Wetgevende Kamers het wets-
ontwerp voorleggen, waarvan de inhoud
volgt :

Eerste artikel.

De artikelen 5 en 6 der wet van
1 Februari 1844 op de straatpolitie
worden vervangen door de volgende
teksten :

ART. 5 (nieuw). — Het gemeente-
bestuur is gehouden uitspraak te doen
binnen den termijn van drie maanden
na het ontvangen der aanvraag.

» Indien, voor het uitvoeren der
rooiingsplannen, een gedeelte van den
bijzonderen grond in den openbaren
weg dient ingelijfd en indien de ver-
goeding niet geregeld is bij gemeen-
overleg, zal door het gemeentebestuur
rechtsvervolging tot onteigening inge-
spannen worden binnen eene maand
na de beslissing. De eigenaar zal de
vervolging kunnen doen ophouden
door te verklaren dat hij afziet van zijne
aanvraag en door toe te stemmen in het
betalen der onkosten.

» Le jugement qui interviendra sur cette action fixera le délai dans lequel l'indemnité devra être acquittée ou consignée. »

« ART. 6 (nouveau). — L'arrêté royal approuvant le plan général d'alignement autorise l'administration à exproprier en tous temps les parcelles nécessaires à la réalisation des alignements, si les formalités préliminaires de la loi du 27 mai 1870 ont été accomplies. Cependant l'arrêté peut décider expressément que le plan approuvé ne pourra être réalisé qu'au fur et à mesure de l'introduction des demandes de construction ou de reconstruction,

» Le règlement de l'indemnité et l'envoi en possession des emprises auront lieu comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Article 2.

L'article 10 de la loi du 1^{er} février 1844, sur la police de la voirie est remplacé par le texte suivant :

« ART. 10 (nouveau). — Outre la pénalité, le tribunal prononcera, si l'administration le demande, la réparation de la contravention, en condamnant les contrevenants à rétablir les lieux dans leur état primitif par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages illégalement exécutés.

» Toutefois, le condamné aura l'option d'exécuter les conditions légalement imposées par les arrêtés d'autorisation. »

» Het vonnis, dat zal gewezen worden over die rechtsvordering, zal den termijn vaststellen binnen denwelken de vergoeding zal moeten betaald of in bewaring gegeven worden. »

« ART. 6 (nieuw). — Het koninklijk besluit tot goedkeuring van het algemeen rooiingsplan machtigt het bestuur om te allen tijde de noodige perceelen te onteigenen voor het tot stand brengen der rooilijnen, indien de voorafgaande formaliteiten der wet van 27 Mei 1870 vervuld zijn. Nochtans mag het besluit uitdrukkelijk bepalen dat het goedgekeurde plan slechts zal mogen verwezenlijkt worden naarmate van het indienen der aanvragen om te bouwen of te herbouwen.

» Het regelen der vergoeding en het in bezit stellen der ingenomen gronden zal geschieden zooals in zake van onteigening tot algemeen nut. »

Artikel 2.

Artikel 10 der wet van 1 Februari 1844 op de straatpolitie wordt vervangen door den volgende tekst :

« ART. 10 (nieuw). — Behalve de strafbepaling zal de rechtbank, op vordering van het bestuur, de herstellingen van de overtreding uitspreken door de overtreders te veroordeelen tot het herstellen der plaatsen in hun oorspronkelijken toestand door middel van afbreking, vernietiging of opruiming der onwettelijke uitgevoerde werken.

» De veroordeelde zal echter de keus hebben de door de machtigingsbesluiten wettelijk opgelegde voorwaarden te vervullen. »

Article 3.

L'article 14 de la susdite loi est remplacé par les textes suivants :

« ART. 14 (nouveau). — Lorsqu'une partie d'une propriété riveraine d'une route de grande voirie devra être incorporée dans cette voie publique pour l'exécution d'un plan général d'alignement, arrêté conformément à l'article 76, 7^o, de la loi communale, cette partie de la propriété sera grevée, au profit de l'État ou de la province, suivant le cas, d'une servitude de non bâtir, sauf en ce qui concerne les travaux de conservation et d'entretien des bâtiments. »

« ART. 15 (nouveau). — Le Roi ou le conseil provincial, suivant le cas, pourront, dans l'intérêt de la conservation, de la viabilité et de la beauté des routes de l'État ou de la province, arrêter des règlements généraux ou particuliers concernant les plantations et les constructions soit au-dessus, soit au-dessous du sol. Ces règlements ne pourront entraver la libre jouissance des propriétés que sur une largeur de 8 mètres au maximum, mesurée à partir de l'alignement décrété. Cependant, lorsqu'il existe un plan général d'alignement prévoyant l'élargissement de la route, les dispositions de ces règlements pourront s'étendre à toute la bande de terrain frappée de la servitude de non bâtir en vertu de l'article 14.

» Les prescriptions des règlements communaux sur les bâtisses ou sur les plantations ne seront applicables que pour autant qu'elles ne soient pas contraires au règlements décrétés par le Roi ou par le conseil provincial. »

Artikel 3.

Artikel 14 van voornoemde wet wordt vervangen door de volgende teksten :

« ART. 14 (nieuw). — Wanneer een gedeelte van een aan eene hoofdbaan palend eigendom in dien openbaren weg moet ingelijfd worden voor de uitvoering van een algemeen rooiingsplan, vastgesteld overeenkomstig artikel 76, 7^o, der gemeentewet, zal dat gedeelte van den eigendom ten bate van den Staat of provincie, al naar het geval, bezwaard worden met eene dienstbaarheid van niet bouwen, behalve voor hetgeen betreft de werken tot uitstandhouding en onderhoud der gebouwen. »

« ART. 15 (nieuw). — De Koning of de provincieraad, al naar het geval, zullen, in het belang van de instandhouding, de bruikbaarheid en de schoonheid der Staats- of provinciebanen, algemeene of bijzondere verordeningen mogen vaststellen betreffende de beplantingen en de werken, het zij boven, het zij onder den grond. Die verordeningen zullen het vrije genot der eigendommen slechts mogen verhinderen op eene breedte van ten hoogste 8 meter, gemeten van af de vastgestelde rooilijn. Nochtans, wanneer een algemeen rooiingsplan bestaat dat de verbreeding der baan voorziet, zullen de bepalingen dier verordeningen zich mogen uitstrekken tot geheel de strook gronds, belast met de dienstbaarheid van niet bouwen krachtens artikel 14.

» De voorschriften der gemeenteverordeningen op de gebouwen of op de beplantingen zullen slechts van toepassing zijn voor zoo verre ze niet in strijd zijn met de door den Koning of door den provincieraad vastgestelde verordeningen. »

« Art. 16 (nouveau). — Aucune construction ou reconstruction, ni aucun changement aux bâtimens existans, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien, ne pourront être exécutés sans autorisation préalable du collège des bourgmestre et échevins, à moins de 8 mètres de distance de l'alignement régulièrement décrété pour une route de grande voirie, ou à moins de 20 mètres de distance de la limite de la route, en l'absence d'un plan général d'alignement. Le collège des bourgmestre et échevins donnera l'alignement et il posera les conditions à observer, en se conformant aux réglemens décrétés par l'autorité supérieure après avoir consulté l'Administration des Ponts et Chaussées ou la députation permanente du conseil provincial, suivant qu'il s'agira d'une route de l'État ou de la province, sans préjudice de l'approbation de la députation permanente, prévue par l'article 90, 7^e, de la loi communale.

» En l'absence de réglemens décrétés par l'autorité supérieure en exécution de l'article 15 de la présente loi, l'administration communale se conformera aux conditions indiquées par l'Administration des Ponts et Chaussées ou par la députation permanente.

» Le collège sera tenu de se prononcer dans le délai de trois mois à partir de la demande d'autorisation. Au cas où ce délai viendrait à expirer sans que le collège se soit prononcé, le riverain pourra passer outre à la construction ou reconstruction, faisant l'objet de sa demande, mais il aura l'obligation de se conformer, dans ce cas, aux prescriptions de la loi communale, à celles de l'article 14 de la présente loi, aux indications des plans généraux d'alignement et aux réglemens en vigueur. »

« Art. 16 (nieuw). — Geen bouwen, noch herbouwen, noch eenige wijziging aan de bestaande gebouwen, met uitzondering der werken tot onderhoud en instandhouding, mag uitgevoerd worden zonder voorafgaande toelating van wege het college van burgemeester en schepenen, op minder dan 8 meter afstand van de regelmatig vastgestelde rooilijn voor eenen hoofdweg of op minder dan 20 meters afstand van de grens der baan, wanneer geen algemeen rooiingsplan voorhanden is. Het college van burgemeester en schepenen zal de rooilijn aangeven en het zal de te onderhouden voorwaarden opleggen, zich daarbij voegende naar de verordeningen, vastgesteld door de hoogere overheid, na raadpleging van het Beheer van Bruggen en Wegen of van de bestendige deputatie van den provincieraad, naar gelang het eene Staatsbaan of eene provinciale geldt, onverminderd de goedkeuring door de bestendige deputatie, voorzien bij artikel 90, 7^e, der gemeentewet.

» Bij gebrek aan verordeningen vastgesteld door de hoogere overheid in uitvoering van artikel 15 der onderhavige wet, zal het gemeentebestuur zich voegen aan de voorwaarden, bepaald door het Beheer van Bruggen en Wegen of door de bestendige deputatie.

» Het college zal gehouden zijn uitspraak te doen binnen drie maanden na de aanvraag om toelating. In geval die termijn zou verschijnen zonder dat het college uitspraak gedaan heeft, zal de aangelande mogen overgaan tot het bouwen of herbouwen waarvan spraak in zijne aanvraag, maar hij zal verplicht zijn zich, in dat geval, te voegen naar de voorschriften der gemeentewet, naar die van artikel 14 der onderhavige wet, naar de aanwijzingen der algemeene rooiingsplannen en naar de van kracht zijnde verordeningen. »

ART. 17 (nouveau). — Les dispositions des articles 6, 9, 10, 11, 12 et 13 de la présente loi sont communes à la grande voirie et à la voirie urbaine. En ce qui concerne les contraventions, elles sont applicables à ceux qui n'observeraient pas les dispositions des règlements décrétés ensuite de la présente loi ou qui ne se conformeraient pas aux arrêtés d'autorisation de bâtir, délivrés en exécution de cette loi.

» Les contraventions relatives à la grande voirie seront constatées, dans la forme ordinaire, par les agents de la police locale et par les fonctionnaires et agents assermentés chargés de l'administration et de la police des routes de grande voirie. »

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 1914.

« ART. 17 (nieuw). — De bepalingen van de artikelen 6, 9, 10, 11, 12 en 13 der onderhavige wet zijn gemeenschappelijk voor de hoofdwegen en voor de stadswegen. Wat de overtredingen betreft, zijn ze toepasselijk op degenen die de bepalingen van de krachtens deze wet vastgestelde verordeningen niet zouden in acht nemen of die zich niet zouden voegen naar de machtigingsbesluiten tot bouwen, afgeleverd in uitvoering van deze wet.

» De overtredingen betreffende de hoofdwegen worden, in den gewonen vorm, vastgesteld door de agenten der plaatselijke politie en door de beëdigde ambtenaren en agenten belast met het bestuur en met de politie der hoofdwegen. »

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ Januari 1914.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,

J. HELLEPUTTE.

